

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 313 ARGENTINE: L'ASSASSINAT DE DEUX PERSONNALITES  
POLITIQUES URUGUAYENNES

Le 2 juin 1976, au cours d'une conférence de presse donnée à Paris, M. Ferreira Aldunate, uruguayen, sénateur, chef du Parti national ("blanco"), ancien candidat à la présidence de la République et leader de l'opposition, donnait des détails sur l'enlèvement et l'assassinat à Buenos-Aires, en Argentine, de deux importantes personnalités politiques uruguayennes.

Il s'agit de Hector Gutierrez Ruiz, membre du Parti national et président de la Chambre des députés d'Uruguay, et de Zelmar Michelini, sénateur, membre d'une des deux tendances du Parti "colorado".

Réfugiés, tout comme M. Ferreira Aldunate, à Buenos-Aires depuis juin 1973, date de la dissolution du parlement par le président d'Uruguay Juan Bordaberry, ils ont pour leur part été enlevés publiquement dans cette ville le 18 mai 1976 et retrouvés morts dans une rue de Buenos-Aires le 21 suivant.

Les circonstances de ce double assassinat et la personnalité des victimes ont soulevé dans le monde une émotion considérable et attiré une nouvelle fois l'attention sur la situation en Uruguay et les méthodes répressives en Argentine.

Nous donnons ci-dessous le texte, d'après la version publiée par Amnesty International de Paris, de la lettre écrite par M. Wilson Ferreira Aldunate, rescapé de l'opération répressive, et adressée au président de la République argentine au moment où il demandait asile à l'ambassade d'Autriche à Buenos-Aires.

(Note DIAL)

A Son Excellence  
le lieutenant-général D. JORGE RAFAEL VIDELA  
président de la République argentine  
Buenos-Aires

Buenos-Aires, le 24 mai 1976

Monsieur le Président,

Dans quelques heures, j'obtiendrai l'asile dans l'ambassade d'un pays démocratique dont le gouvernement respecte les normes qui régissent la conduite des nations civilisées. Mais auparavant, il est de mon devoir de vous écrire ces lignes. Je ne sais si vous les lirez, mais je me dois de vous les faire parvenir.

Voici bientôt trois ans, à la suite des événements politiques d'Uruguay, Héctor Gutierrez Ruiz, Zelmar Michelini et moi-même, tous trois uruguayens, nous avons placé comme beaucoup de nos compatriotes notre sécurité et celle de nos familles sous la protection du drapeau argentin. Peu importait pour nous la nature du gouvernement ou du régime politique futur de ce pays, puisque c'est dans la Nation elle-même que nous avons déposé notre confiance. Il en avait toujours été ainsi. Quand nous avons fait partie du gouvernement uruguayen - je parle aussi au nom de mes compatriotes assassinés - nous avons accueilli dans notre pays tous les persécutés qui venaient à lui, sans distinction d'appartenance politique et sociale: ils étaient argentins, cela suffisait. Chrétiens et marxistes, civils et soldats, radicaux en 1930, antipéronistes dans les années 50, péronistes à partir de 1955, antipéronistes ensuite furent reçus et protégés avec une fraternelle solidarité. Si nous avons fait cela, c'est tout d'abord pour obéir aux exigences de notre honneur mais aussi parce que, de toute façon, le pays tout entier nous l'aurait imposé, soucieux de voir respectée une tradition nationale jamais démentie.

Les uruguayens obligés de s'éloigner de leur propre patrie pour des raisons politiques furent également toujours reçus ici avec la même générosité tout au long de notre vie démocratique.

La raison de tout ceci est très simple: comment pourrait-il en être autrement, puisque nos deux patries sont nées et ont vécu dans le culte des nobles valeurs morales de solidarité humaine? Si même pour les bêtes l'hôte est sacré, si respecter et défendre celui qui se réfugie sous notre toit est une nécessité pour garder sa propre décence et conserver le respect de soi-même, comment cela ne pourrait-il pas exister entre les argentins et les uruguayens? Grâce à Dieu, cela a toujours été la loi sacrée, tout au long de notre histoire, dans les deux pays riverains du Plata, pour notre honneur réciproque.

Héctor Gutierrez est - et cela, personne ne pourra jamais le lui enlever - le président de la Chambre des députés de l'Uruguay. Il représentait le Parti national, malgré ce qu'en a dit un communiqué envoyé de Montevideo par ceux qui, tels des animaux immondes, se repaissent des cadavres de leurs semblables. La condition de membre du Parti national, du Parti blanco comme nous disons, nous uruguayens, ne peut être décidée que par les "blancos" eux-mêmes et non par les ennemis de leur pays et de leur parti. Gutierrez avait 43 ans; il était le chef d'une merveilleuse famille chrétienne, composée de sa femme et de ses cinq enfants. Tous vivaient depuis 1973 à Buenos-Aires.

Zelmar Michelini était père de dix enfants; il travaillait lui aussi à Buenos-Aires, depuis 1973, pour subvenir aux besoins de sa famille. Député, ministre, sénateur, il a toujours suivi des lignes politiques différentes de celles de Gutierrez Ruiz et des miennes. Mais nous avons toujours ressenti pour lui un immense respect qui s'était transformé depuis quelques années en une profonde amitié.

Toute ma vie politique, Monsieur le Président, s'est déroulée près de ces hommes: l'un à côté, l'autre en face. Mais il est un point sur lequel nous avons toujours été d'accord: c'est la nécessité de combattre toute forme de violence injuste quelle que soit son origine, et d'affirmer la liberté et la dignité de toute créature humaine.

Si nous avons été obligés de vivre hors de notre patrie, c'est parce-que ceux qui la gouvernent aujourd'hui se doivent d'éliminer la violence des autres pour pousser la leur jusqu'aux limites de l'horreur.

Il n'est pas nécessaire que je vous rappelle, Monsieur le Président, les tragiques circonstances de l'assassinat des deux compatriotes dont je parle. Votre Excellence doit les connaître parfaitement puisqu'elles ont été divulguées dans quelques organes de presse et dénoncées devant vous par les deux veuves quand, nous le savons maintenant, leurs maris étaient encore vivants; et puisque le Secrétariat de l'information publique de la présidence de la Nation a publié un communiqué qui faisait part des préoccupations de la présidence devant ce qui était appelé la "disparition de journalistes" et annonçait publiquement sa décision de mener une enquête approfondie sur les faits. D'autre part, après que l'on eût découvert les cadavres, sa préoccupation et sa volonté d'enquête furent également réaffirmées.

Voici les faits que vous avez, Monsieur le Président, le droit et l'obligation de connaître.

L'enlèvement du président de la Chambre des députés de l'Uruguay, M. Héctor Gutierrez Ruiz, s'effectua dans les premières heures du 18 mai à son domicile de la rue Posadas 1011, presque à l'angle de la rue Carlos Pellegrini, par un important groupe d'individus pourvus d'armes de guerre et qui purent agir publiquement, tranquillement et avec discipline. Ils arrivèrent dans plusieurs voitures "Falcon" blanches, en tous points identiques à celles qu'utilise la Police fédérale; ils communiquaient par radio, et à fort volume, avec un poste central d'où ils recevaient leurs instructions. Par ailleurs, ceux qui se trouvaient sur place criaient du haut du 4e étage du bâtiment pour décrire le déroulement de "l'opération" à ceux qui étaient restés dans la rue.

Les assaillants restèrent une heure entière au domicile de Gutierrez Ruiz. **Tout en le maintenant**, lui et sa famille, sous la menace des armes, ils se livrèrent à une méthodique et minutieuse opération de pillage. Ils négligèrent totalement les livres, les lettres, les documents, pour ne s'intéresser qu'aux objets de valeur, à l'argent et - peut-être avaient-ils eux-mêmes des enfants - aux livres d'enfants et de tout-petits.

Le Ministre de la défense nationale confia en privé à deux journalistes étrangers, le soir du 20 (moins de quarante-huit heures après les événements), qu'il s'agissait d'une "opération uruguayenne". Je crois nécessaire d'ajouter qu'aucun agent de cette nationalité ne participa à cette étape de l'exécution matérielle. C'est ce qu'affirmèrent de façon catégorique la femme de Gutierrez Ruiz, les deux enfants du sénateur Michelini qui étaient présents, ainsi que le personnel de l'Hôtel Liberty, en se basant pour cela sur l'absence d'expressions typiques et d'habitudes de langage qui nous caractérisent tant, ainsi que sur l'ignorance de certains faits historiques (par exemple: qui était Saravia), ce qui est inconcevable pour un quelconque compatriote. Je pense donc que le ministre de la défense, en faisant ces déclarations, aurait dû préciser: "opération planifiée ou ordonnée depuis l'Uruguay".

Aucun policier du commissariat voisin n'intervint pendant toute l'opération, malgré l'alarme naturelle que les événements avaient suscitée dans le voisinage et parmi les passants. Il n'y eut pas non plus de réactions parmi les gardes armées nombreuses qui se trouvaient devant les ambassades du Brésil, de France, de Roumanie et d'Israël, bien que la plus éloignée se trouvât à moins de 150 mètres et quelques-unes dans les environs immédiats.

Les assaillants n'empruntèrent pas l'entrée la plus discrète de l'immeuble, celle du numéro 1011; mais ils passèrent par la grande porte qui fait l'angle avec le passage Seaver, exactement en face de l'entrée d'un immeuble où habitent l'attaché militaire du Brésil et le Dr. Marcelo Sánchez Sorondo et où se trouvent en permanence des gardes armées. Cette garde intervint, d'ailleurs, mais se retira quand les assaillants lui eurent montré des documents certifiant qu'ils appartenaient à la police et aux Forces armées agissant, selon leurs déclarations, en "opérations conjointes". On poussa Héctor Gutierrez hors de chez lui, à moitié vêtu, les mains liées et une cagoule sur la tête.

Ceux qui l'emmenaient ne faisaient preuve d'aucune nervosité ni d'aucun empressement. Ils empruntèrent à nouveau la porte principale la plus éclairée et la plus visible, alors qu'en sortant de l'ascenseur, ils avaient l'autre juste en face d'eux, plus proche et plus discrète, mais qu'ils continuèrent à dédaigner. Ils purent ainsi s'éloigner sans que l'on vît une seule fois un représentant de ce qu'on appelle généralement "les forces de l'ordre".

L'arrestation du sénateur Michelini eut lieu deux heures après. Très certainement ce sont les mêmes individus qui prirent part à l'opération, ou bien d'autres obéissant aux mêmes ordres, car ils avaient "conseillé" à la femme de Gutierrez Ruiz de s'abstenir de prévenir "Michelini et les autres uruguayens" sous peine de voir son mari exécuté. De toute façon, par mesure de sécurité, ils détruisirent le téléphone, mais ils ne se pressèrent nullement, ne semblant pas craindre de représailles ou que la femme de Gutierrez Ruiz trouvât un moyen de donner l'alerte. Ils ne craignaient pas non plus les forces militaires ou les policiers qui auraient pu les attendre dans l'Hôtel Liberty, comme cela aurait très bien pu se produire.

L'Hôtel Liberty où fut arrêté le sénateur Michelini se trouve dans la rue Corrientes presque à l'angle de la rue Florida, ce carrefour étant le Times Square ou le Piccadilly Circus de Buenos-Aires. En face, et à l'autre angle de la rue Corrientes avec la rue Maipu, se trouve l'endroit qui est peut-être le mieux gardé de la ville: le siège de ENTEL, entreprise téléphonique d'Etat, où il y a le plus important réseau de communications internes et externes de la République argentine. On ne peut y entrer sans montrer ses papiers et sans avoir été fouillé par des militaires armés de mitraillettes. Dans le même pâté de maisons, rue Sarmiento, se trouve l'ambassade des Etats-Unis, gardée nuit et jour, devant laquelle stationnent en permanence au moins deux véhicules contenant des effectifs fortement armés.

Malgré tout cela, les assaillants purent là aussi agir avec une incroyable ostentation, de façon publique, en toute sécurité, et donc sans avoir besoin de se presser ni de se cacher.

Ils stationnèrent leurs trois véhicules en sens interdit, occupèrent militairement l'extérieur et le hall de l'hôtel; ils menacèrent l'ensemble du personnel pour obtenir les clefs et se firent ensuite conduire à la chambre du sénateur Michelini où, après avoir immobilisé ses deux fils, ils l'obligèrent à se lever et à s'habiller avant de lui bander les yeux. Ils ne redescendirent pas immédiatement au rez-de-chaussée, mais ils commencèrent à se livrer là aussi à une opération systématique de pillage, en transformant les draps en balluchons pour pouvoir y mettre tous les objets qu'ils pouvaient trouver. Ils permirent au sénateur Michelini d'aller aux toilettes et d'emporter avec lui les médicaments qu'il prend habituellement. Enfin, avant de s'en aller, ils dépouillèrent les fils Michelini de leurs montres-bracelets. C'est à ce moment-là seulement qu'ils partirent, en proférant des menaces de mort à voix haute et sans essayer de se cacher.

Tous ces épisodes se déroulèrent sur le trottoir en face de celui où se trouvait la garde militaire d'ENTEL. En voyant ce raid mené par des individus munis d'armes courtes, de pistolets, de mitraillettes et de fusils "Ithaka", ces soldats se sont certainement abstenus d'intervenir certains qu'il s'agissait d'une opération menée par des militaires ou des policiers dûment autorisés. Dans de telles circonstances et en de telles époques, les militaires n'agissent que sur la base de certitudes et non "dans le doute". Sinon, les mouvements subversifs auraient triomphé depuis longtemps.

Mais voilà les faits: à ce moment-là, il y a déjà quatre heures qu'une bande de kidnappeurs et d'assaillants, nombreuse et bien armée, s'est emparée du centre-ville de Buenos-Aires et le parcourt en commettant toutes sortes d'exactions, en enlevant d'honorables citoyens d'un pays voisin, en pillant des maisons, en assiégeant de grands hôtels; tout cela accompagné de cris et de menaces, sans qu'aucun membre de la police ou des Forces armées n'intervienne ou fasse en sorte que de tels faits soient portés à la connaissance de leurs supérieurs.

Pendant une heure, face à leur chef de famille ligoté et la tête sous une cagoule, la famille de Gutierrez Ruiz assista terrorisée à toute l'opération de pillage. Elle put voir quels furent les objets que les voleurs ont emportés mais aussi ceux qu'ils dédaignèrent après les avoir eu dans les mains. Aucun des malfaiteurs ne portait de gants; leurs empreintes digitales sont restées partout dans la maison et quelques-unes d'entre elles, très nettes, dans des endroits qui ne sont pas touchés couramment. Tel est le cas de tableaux munis de verre, pendus à une certaine hauteur, que les bandits ont touchés à plusieurs reprises puis jetés à terre. Le même phénomène se produisit chez le sénateur Michelini où ils purent également agir en toute impunité.

Les parents des deux séquestrés essayèrent immédiatement de dénoncer aux autorités compétentes ce qui venait de se passer afin de localiser l'endroit où ils auraient pu avoir été conduits. Ceci dans l'intérêt même des familles qui, face à une procédure qui leur apparaissait comme officielle, voulaient commencer le plus vite possible les démarches permettant d'obtenir la libération des prisonniers. Ce qui est incompréhensible, c'est le besoin qu'eurent les autorités d'une dénonciation faite dans les formes, à supposer même que les événements n'étaient pas

leur fait, alors qu'il s'agissait de très graves délits d'action publique qui provoquèrent, quelques heures plus tard, une profonde émotion dans le monde entier. Des gouvernements démocratiques des pays les plus divers, des personnalités notoires de toute nationalité, SS le pape et plusieurs gouvernements (parmi lesquels ne figurait évidemment pas celui de leur patrie) mirent tout en oeuvre pour obtenir la libération des séquestrés. Mais le gouvernement argentin déclara que, "dans certains cas", les plaintes n'ont pas été déposées dans les commissariats respectifs de la capitale fédérale. Ce n'est pas vrai: les plaintes ont été faites, mais la police s'est refusée à les enregistrer. Immédiatement après l'arrivée chez elle des premiers amis, Mme Gutierrez Ruiz se présenta au commissariat de police correspondant à son domicile, rue Sui-pacha 1156; là on refusa d'enregistrer sa plainte car, lui déclara-t-on, ce serait "ne dépenser que du papier". Cela se déroula en présence du représentant du Programme des Nations-Unies pour le développement, un vieil ami de la famille.

Mme Gutierrez se rendit alors au Bureau central des communications afin d'envoyer des télégrammes au ministre de l'intérieur, au chef de la police, aux commandants de l'Armée et des Forces de l'air, ainsi qu'à vous, Monsieur le Président. Mais ces télégrammes furent refusés parce que Mme Gutierrez Ruiz n'était pas en possession de sa carte d'identité. Il ne lui servit à rien de dire que les bandits la lui avaient prise ainsi que celles de toute sa famille. On refusa l'offre des personnes l'accompagnant, qui voulaient prendre la responsabilité du texte de ces télégrammes et de l'identité de l'expéditeur sur la base de leur propre carte d'identité. Mme Gutierrez Ruiz décida alors de retourner au commissariat de police, section 15, pour déposer une plainte pour vol de ses documents, mais les autorités refusèrent à nouveau d'enregistrer sa plainte car les personnes qui auraient volé ou "retiré" les cartes d'identité pouvaient être des membres de la police. Après une longue discussion, l'accord se fit sur un constat de "perte", et avec cette attestation Mme Gutierrez Ruiz put enfin retourner au Bureau de poste et envoyer ses télégrammes.

Les fils du sénateur Michelini et ceux qui les accompagnaient vivaient eux aussi le même cauchemar. Tout de suite après que la bande se fût retirée de l'Hôtel Liberty, le concierge, M. Mario Procacci, voulut porter plainte. Il s'adressa à la 1ère section de la police, rue Lavalle 451, mais sa plainte ne fut pas reçue; les fonctionnaires se refusèrent à l'enregistrer parce que - déclarèrent-ils - ils avaient été prévenus que des "opérations conjointes" devaient avoir lieu dans les environs immédiats et que le fait signalé par le plaignant devait certainement en relever. M. Procacci insista cependant pour dénoncer ces faits en tant que responsable de l'hôtel pendant la nuit. Cette demande lui fut aussi refusée. Peu après, entre 9H et 9H30, l'aîné des fils du sénateur Michelini se présenta au commissariat de police pour déposer à son tour une plainte concernant l'enlèvement de son père et le vol de nombreux effets personnels qui lui appartenaient ainsi qu'à son frère. Il essuya le refus de la police qui, comme dans le cas précédent, admit seulement une déclaration de "perte" des documents d'identité.

Ainsi, dans la nuit du 18 au 19 mai, la police n'a accepté d'enregistrer aucune plainte; aucun policier ne s'est présenté sur les lieux; le juge fédéral compétent n'a ordonné aucune enquête ou expertise; au-

cune réponse n'a été donnée aux télégrammes envoyés, dont celui qui vous a été adressé, Monsieur le Président; les empreintes digitales des criminels attendent toujours d'être relevées, dans un pays où tous les habitants, natifs ou étrangers, voient les empreintes de leurs dix doigts enregistrées et classées dans un fichier national unique. A ce moment-là nous ignorions encore, nous leurs parents et amis, qu'il ne restait que quarante-huit heures à vivre pour Zelmar Michelini et Héctor Gutierrez Ruiz.

Le 19 mai, le souci de la libération de nos compatriotes se transforma en crainte d'événement beaucoup plus grave, étant donné que plusieurs personnalités argentines reçurent, de la part tant de la police que du gouvernement, l'étonnante réponse qu'ils n'avaient rien à voir avec ces arrestations. On apprit par une voie très indirecte que vous seriez, Monsieur le Président, sérieusement préoccupé et que vous auriez ordonné une enquête à leur sujet. A Buenos-Aires, le bureau du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés présentait un recours en habeas corpus devant la justice argentine. Pendant ce temps, les parents des séquestrés continuaient de recevoir des messages de solidarité du monde entier; de son côté le gouvernement argentin recevait du monde entier des appels au respect des droits de l'homme et des principes humanitaires. Tard dans la soirée, il n'est toujours venu personne pour inspecter les lieux des événements, interroger les nombreux témoins, trouver des pistes matérielles ou des indices, et relever les empreintes digitales qui sont toujours là et qui permettrait à toute personne dûment autorisée d'identifier en moins d'une heure les bandits et donc de retrouver nos camarades. A ce moment-là, nous l'ignorions mais maintenant nous le savons, Héctor Gutierrez Ruiz et Zelmar Michelini étaient encore vivants; il ne leur restait que vingt-quatre heures à vivre. Leurs familles n'avaient reçu aucune réponse aux télégrammes envoyés aux autorités, dont celui que vous avez reçu, Monsieur le Président, entre 19H et 19H30 du jour antérieur, ainsi qu'en fait foi le cachet de la poste.

Le 20 mai, rien de nouveau ne se produisit, si ce n'est l'angoisse grandissante de tous, parents et amis uruguayens et argentins qui accompagnaient les événements à Buenos-Aires, et l'inquiétude de ceux qui faisaient parvenir leur émouvante solidarité de l'étranger.

De source réservée mais sûre, on nous fit savoir que nos compatriotes seraient détenus dans une unité militaire. Mais toutes les sources officielles continuaient à nier toute connaissance des faits. Le soir, lors d'une réception, le ministre de la défense, le général José Maria Klix, s'adressa à un journaliste étranger puis à un autre de la façon surprenante à laquelle j'ai fait allusion au début de cette lettre, en déclarant: "Il s'agit d'une opération uruguayenne"; et il ajouta de façon encore plus surprenante: "J'ignore encore s'il s'agit d'une opération officielle ou non." Je n'ai pas le moindre doute que le ministre dit la vérité en ce qui concerne l'identité de ceux qui ont inspiré, organisé ou ordonné ces actions, mais non en ce qui concerne les organes, institutions et individus qui ont participé à leur exécution matérielle. Des membres du gouvernement et des personnalités du monde entier ont du moins fait part de leurs préoccupations au gouvernement argentin. Le gouvernement uruguayen, quant à lui, n'a fait aucun geste officiel pour s'intéresser au sort de ces deux personnalités; il n'a pas considéré

nécessaire ni opportun d'exprimer ses préoccupations devant les événements. La justice fédérale n'a pas estimé nécessaire d'intervenir, sous quelque forme que ce soit, pour s'informer des circonstances dans lesquelles ont été commis de graves délits d'action publique qui bouleversent le monde entier et qui sont déjà devenus scandaleusement notoires en Argentine même puisque "La Opinión", journal à la rédaction duquel appartenait le sénateur Michelini, dénonce de façon répétée les faits et exige leur éclaircissement immédiat. C'est également le fait de "Buenos-Aires Herald"; mais non celui du reste de la presse, y compris des grands journaux dont les propriétaires et directeurs avaient trouvé en Uruguay un asile quand ils avaient connu l'exil. Ce 20 mai, aucun policier ne s'est présenté; personne n'a interrogé les dizaines de témoins qui ont vu les assaillants<sup>ou</sup> qui ont eu l'occasion de voir les cartes officielles qu'ils ont exhibées, ni le concierge de la rue Posadas qui avait été longuement interrogé, ni le personnel de la réception de l'Hôtel Liberty, ni le garçon d'ascenseur qui a conduit les assaillants au 7e étage, ni les parents qui les ont eus en face d'eux pendant leur temps d'agonie. Les empreintes digitales sont toujours là dans l'attente que quelqu'un vienne les prendre, que ce soit de la police, du gouvernement ou des Forces armées, afin de permettre d'entamer, simple routine administrative, les démarches conduisant à la libération des détenus. Les familles des séquestrés n'ont toujours pas reçu de réponse à leurs télégrammes, ni du ministre de l'intérieur, ni du chef de la police, ni des commandants en chef de l'Armée de terre ou de l'air, ni même de votre part, Monsieur le Président. A ce moment-là ils ne savent pas que ces deux hommes, qui étaient et sont l'orgueil de mon pays, sont en train d'être assassinés de la façon répugnante et abjecte avec laquelle ils l'ont été et que je ne vous décris pas, Monsieur le Président, parce que nous devez déjà la connaître et parce qu'il me serait très douloureux d'avoir à le faire.

Le 21 mai, nous prenions connaissance du communiqué publié par le Secrétariat de l'information publique de la Présidence, qui ne faisait qu'augmenter notre préoccupation déjà angoissée. Le document déclarait textuellement: "Face aux disparitions de journalistes qui ont eu lieu ces derniers jours et qui ont provoqué, dans différents milieux du pays et à l'étranger, une profonde préoccupation partagée également par le gouvernement de la nation, le Ministre de l'intérieur, le général de brigade Albano Harguindeguy, informe qu'il a recueilli de nombreux rapports sur ces disparitions. Aussi, quoique dans certains cas il n'y ait pas eu de plaintes déposées dans les commissariats de la capitale fédérale, ordre a été donné de procéder à une enquête approfondie des cas de disparition diffusés par les différents moyens d'information." Pourquoi qualifier de "disparition de journalistes" l'enlèvement de deux des personnalités politiques les plus importantes d'Uruguay, largement connues des deux côtés du Plata? Pourquoi affirmer qu'il n'y a pas eu plainte alors que, le jour même des enlèvements, les familles n'avaient rien fait d'autre que courir sans succès d'un commissariat à l'autre, dans le vain espoir que quelqu'un voulût enregistrer leurs plaintes? Pourquoi taire que le général Harguindeguy, ministre de l'intérieur, avait reçu dans son cabinet ministériel, entre 19H et 19H30 du jour même de l'enlèvement, les télégrammes envoyés par les familles des deux victimes, et que pour une plainte la loi argentine n'exige aucune formalité ni solennité? Pourquoi dissimuler le fait que, dans le cas de délits graves,

même sans qu'il y ait formalisation de la plainte, la police et la justice sont dans l'obligation d'agir d'office? Malgré tout, il faut qu'enfin un ministre déclare publiquement ce qui était jusqu'à présent demandé de façon indirecte et à titre privé: la volonté d'enquêter. Cependant, au fil des heures, il s'avère que tout cela est faux. Le soir venu, en effet, la police ne s'est pas présentée; la justice ne s'est pas manifestée; nous savons tous désormais que personne ne viendra jamais relever les empreintes et que le sort de nos camarades est entre les mains de Dieu. Des organes de presse et des agences auraient, dit-on, reçu des communiqués en provenance de soi-disant groupes de "guérilleros" indiquant que les cadavres de nos compatriotes se trouveraient dans une voiture, à tel endroit précis de la ville. La police, consultée, démentait catégoriquement l'information; mais plus personne ne croyait ce qu'elle disait. Les membres de la famille et les amis voyaient leurs espoirs diminuer d'heure en heure, mais ils ne savaient pas que depuis vingt-quatre heures Zelmar Michelini et Héctor Gutierrez Ruiz avaient été assassinés et leurs corps "retrouvés" par la police.

Le samedi 22 mai, la famille de Gutierrez Ruiz, rue Posadas, et celle de Michelini, à l'Hôtel Liberty, attendirent en vain toute la journée les enquêteurs dont la venue avait été annoncée par le ministre, le général Harguindeguy. C'est alors qu'une fille de Michelini, Margarita, et l'épouse de Gutierrez Ruiz se présentèrent en qualité de comparants devant le notaire César J. Ceriani Cernadas pour dresser deux constats rendant compte des faits et demandant au ministère de l'intérieur de prendre formellement acte des plaintes respectives. Après avoir dressé les constats, le notaire se rendit le soir même au ministère de l'intérieur pour les y déposer; mais les fonctionnaires refusèrent de s'occuper de lui sous prétexte qu'il était arrivé "en-dehors des heures d'ouverture", et lui demandèrent de revenir le lundi suivant.

Pour sa part, Mme Gutierrez Ruiz expédia trois télégrammes, dont deux rédigés de la même manière et adressés au ministre de l'intérieur et à vous-même, Monsieur le Président. Après un nouvel exposé des faits, le texte ajoutait: "Héctor Gutierrez est le président de la Chambre des députés de l'Uruguay et l'un des dirigeants du Parti national, force politique traditionnelle née avec la Patrie. Les faits politiques devenus d'usage courant dans l'histoire des pays voisins du Río de la Plata nous ont obligés, à partir de juin 1973, à vivre dans ce pays en recourant à la noble hospitalité de la Nation argentine; en retour, nous sommes moralement engagés à ne pas intervenir, sous quelque façon que ce soit, dans les problèmes politiques du pays qui nous a donné asile. En mon nom et en celui de mes cinq enfants, je vous demande, Monsieur le Président, d'ordonner que ces faits soient rapidement éclaircis afin de rendre son chef à notre famille."

En même temps, l'épouse de notre camarade adressa un autre télégramme avec avis de réception à votre épouse, Monsieur le Président, télégramme rédigé comme suit: "Madame Alicia Raquel Hartridge de Videla, 50 rue Balcarce. Je vous demande d'intervenir pour que l'on fasse le nécessaire pour permettre à mon mari, Héctor Gutierrez Ruiz, président de la Chambre des députés de l'Uruguay, de retrouver la place qui est la sienne aux côtés de sa femme et de ses cinq enfants, au sein d'un foyer chrétien que nous avons pu préserver des tempêtes politiques grâce

à la protection de la généreuse hospitalité argentine. Ce télégramme n'est pas destiné à être rendu public. Dieu veuille que nous puissions vous remercier notre vie durant de ce que vous aurez fait pour nous. Avec mes remerciements. Matilde Rodriguez Larreta de Gutierrez Ruiz."

Quand Mme Gutierrez Ruiz revint chez elle après avoir effectué ces démarches, nous l'attendions avec ses amis pour lui dire qu'on avait trouvé le corps de son mari assassiné. Il y avait déjà deux heures que toutes les stations radio diffusaient un communiqué de la police fédérale faisant état de la découverte des cadavres. Vous n'avez pas jugé nécessaire de répondre aux messages qui vous ont été adressés. Aucune autorité ou membre de votre gouvernement n'a exprimé sa peine ou présenté ses condoléances aux familles de ces hôtes illustres de la République argentine, lâchement assassinés sur votre territoire. Et personne ne s'est même soucié d'en avertir les familles pour éviter qu'elles n'apprennent la nouvelle dans la rue ou en écoutant la radio. Le seul signe que vous leur ayez donné, Monsieur le Président, a été l'avis de réception au dernier télégramme qui vous a été remis le 24 seulement et que votre épouse, Monsieur le Président, s'était refusée à recevoir alors qu'il lui était destiné.

Je me suis délibérément abstenu de qualifier le communiqué émis par la police fédérale, mais personne n'hésitera à dire qu'il est répugnant. Il déclare textuellement: "la Police fédérale argentine communique qu'hier (21), à 21H20, à l'intersection des avenues Perito Moreno et Dellepiane, a été trouvé un véhicule marque Torino, coupé, de couleur rouge, qui était abandonné. A l'intérieur se trouvait le cadavre d'une personne de sexe masculin, et dans le coffre ont été trouvés trois autres cadavres, un du sexe féminin et deux du sexe masculin. Les expertises réalisées sur les cadavres ont permis d'établir l'identité de trois d'entre eux, à savoir: Zelmar Michelini, Héctor Gutierrez Ruiz et Rosario del Carmen Barredo de Schroeder. Les noms des morts concordent avec ceux mentionnés sur des tracts, trouvés à l'intérieur du véhicule, dans lesquels un groupe subversif revendique la responsabilité du fait. Les cadavres présentaient plusieurs impacts de balles; les mains étaient attachées. Délivré par le commissariat de la 40e section qui a pris connaissance des faits; avec l'intervention du juge national de première instance criminelle et correctionnelle fédérale, M. Alfredo Marquardt, du secrétaire M. Roberto Preller, lesquels se sont rendus sur les lieux et ont pris les dispositions judiciaires appropriées." Comme on le voit, en associant les morts avec la subversion, les assassins essaient de leur attribuer la responsabilité de leurs propres crimes. Je n'en retiens même pas la possibilité, car aucun uruguayen ou argentin de bonne foi ne peut y croire. C'est sans doute la raison pour laquelle personne, pas même les auteurs du communiqué, n'ont insisté sur cette dernière affirmation.

Aujourd'hui, deux jours après la publication du communiqué ci-dessus et la veillée des corps de nos amis, nous ignorons quelles peuvent être "les dispositions judiciaires appropriées" prises par le juge fédéral Marquardt. Il n'est en effet pas venu et nous savons qu'il n'y aura jamais d'agent ou de fonctionnaire pour recueillir les preuves ou interroger les témoins en application des "dispositions judiciaires" ou de "l'enquête approfondie" que le ministre, général Harguindeguy, a demandée ou celle que vous-même, Monsieur le Président, avez dit avoir ordonnée.

Comme il est plus simple et plus rapide de relever les empreintes digitales permettant d'identifier les victimes plutôt que d'agir de même pour retrouver leurs assassins, ou pour, pendant trois longs jours, sauver des vies humaines! D'ailleurs, Monsieur le Président, tout cela n'a plus aucune importance: plus rien ni personne ne pourra nous rendre nos camarades morts. Et vous, Monsieur le Président, moi-même et tout le monde savons où se trouvent leurs assassins.

Je ne veux pas vous importuner davantage ni vous distraire dans vos occupations si importantes. Aussi ne vous expliquerai-je pas les grandes difficultés qui ont été les miennes pour récupérer les corps de nos amis, ni le soudain sens du devoir dont le juge fédéral a subitement fait preuve pour prendre des dispositions, non point pour capturer les assassins, mais pour garder les corps et ne pas les rendre aux familles, même après autopsie. Je ne vous parlerai pas des personnes influentes que j'ai dû contacter, ni des démarches que j'ai dû effectuer pour que les corps nous soient rendus. Je ne crois pas non plus nécessaire de vous donner des détails sur la manière agressive et insultante dont on a traité les familles des morts dans les commissariats de police, ni les menaces qui leur ont été faites de filmer, aux fins d'identification, les assistants à la veillée funèbre si les familles osaient en organiser une.

Mais je tiens à vous dire un mot sur les deux autres compatriotes dont les corps ont été "trouvés" à côté de nos deux amis. Je ne les connaissais pas. On dit qu'ils appartenaient à une organisation de guérilleros; je n'ai pas les moyens de le vérifier. Mais si c'était le cas, il est évident qu'on les a tués uniquement pour faire croire que nos deux amis étaient liés à la guérilla. Je ne sais si cela n'est pas le plus abject dans toute cette affaire répugnante: assassiner deux êtres humains dans le seul but et pour la seule raison d'étayer un mensonge. Dieu veuille que les assassins respectent au moins la vie de leurs enfants disparus!(1)

Il y a quelques heures, la police argentine est venue me chercher chez moi. Depuis plusieurs nuits je ne dors plus chez moi, et comme je vous l'ai dit, je demande protection à l'ambassade d'un pays dont le gouvernement respecte et protège la vie humaine. Quand l'heure de votre propre exil sonnera, car cela arrivera, soyez-en sûr, Général Videla - si vous cherchez refuge en Uruguay, un Uruguay dont le destin sera de nouveau entre les mains de son peuple - nous vous recevrons sans cordialité ni affection mais nous vous accorderons cette protection que vous avez refusée à ceux dont nous pleurons aujourd'hui la mort.

W. Ferreira Aldunate

- (1) Les trois enfants du couple Barredo-Whitelaw retrouvé assassiné dans la même voiture que les deux parlementaires uruguayens, avaient été enlevés en même temps que leurs parents le 13 mai 1976. Ils étaient âgés de 4 ans, 1an1/2 et quatre mois. Ils ont été officiellement retrouvés à Buenos-Aires le 31 mai suivant. (N.d.T.)

---

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249